

18-11-1996



Le Collège des
Bourgmestre et Echevins de
Schaerbeek

place Collignon
1030 Bruxelles

VOIRE LETTRE du

VOS RÉFÉRENCES

NOS RÉFÉRENCES

ANNEXES

683/CM

28.090/B/II/PN
JJP/RV

Monsieur le Bourgmestre,

En sa séance du 5 septembre 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte contre votre commune en raison du fait qu'une offre d'emploi d'inspecteur des travaux n'aurait été publiée qu'en français dans la publication "Vlan" du 13 mars 1996.

Aux demandes de renseignements de la C.P.C.L. vous avez répondu ce qui suit (traduction):

"En réponse à votre demande de renseignements relative à la publication par le C.P.A.S. de notre commune, dans le périodique "Vlan", d'une offre d'emploi rédigée exclusivement en français, nous vous signalons que cette annonce, dont copie en annexe, a été publiée:

en français:

- 1° LA LANTERNE
- 2° LE SOIR
- 3° VLAN

en néerlandais

- 1° HET LAATSTE NIEUWS (édition des 09 et 10.03.96)
- 2° DE STANDAARD (édition du 09.03.96)
- 3° HET NIEUWSBLAD (édition du 09.03.96)
- 4° DE GENTENAAR (édition du 09.03.96)

Finalement, si l'annonce publiée dans "Vlan" ne l'a été qu'en français, c'est tout simplement parce que Vlan n'est pas réputé être un périodique néerlandais."

Conformément à l'article 18 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18

juillet 1966 (L.L.C.), les services locaux établis dans Bruxelles-Capitale rédigent en français et en néerlandais les avis, les communications et les formulaires destinés au public.

Conformément à la jurisprudence constante de la C.P.C.L., la communication peut être placée soit, dans les deux langues, dans un seul et même quotidien ou périodique, soit, dans l'une des deux langues, dans une publication correspondante, et dans l'autre langue dans une autre publication. Cette dernière possibilité ne peut cependant être retenue qu'à condition qu'il s'agisse de textes identiques (quant au contenu), placés simultanément dans des publications ayant la même forme de diffusion.

L'avis en néerlandais a été publié dans "Het Laatste Nieuws", "De Standaard", "Het Nieuwsblad" et "De Gentenaar", quotidiens qui sont mis en vente. Le texte français a cependant été publié également dans un "toutes-boîtes". Le texte néerlandais n'a donc pas été publié dans des publications ayant la même forme de diffusion que ceux de l'avis français (ex.: Deze Week in Brussel).

La C.P.C.L. estime, dès lors, que la plainte est recevable et fondée.

Copie du présent avis sera notifiée à monsieur Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, ainsi qu'au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS